

FLORENT MONTCLAIR

COMMENT SORTIR DE LA VIOLENCE DU PEUPLE?

LES ÉCRIVAINS DU XIX^e SIÈCLE
ET LA VIOLENCE DU PEUPLE



Hermann copyright NS 782 - fev 2025
Ne pas diffuser ni reproduire sans autorisation

Hermann copyright NS 782 - fev 2025
Ne pas diffuser ni reproduire sans autorisation

INTRODUCTION :

PERSPECTIVES SOCIALES

ET QUESTIONNEMENTS POLITIQUES

On l'a oublié, ou plus exactement cela n'entre pas dans les cadres de la réflexion institutionnelle sur la littérature, la question centrale qui mobilisa une part des écrivains du XIX^e siècle fut double : comment apaiser le climat social ? Comment sortir le peuple d'une culture de la violence ?

On l'a oublié, car la grande problématique littéraire du XX^e siècle a été exactement l'inverse. D'abord, avec la Troisième République, comment faire du peuple un soldat ? C'est le service militaire obligatoire, les cours de maniement du fusil à l'école primaire, et dans la littérature l'appel à la Revanche... Puis le XX^e siècle littéraire s'est interrogé sur la possibilité de faire du peuple un combattant pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est le développement des résistances et des milices... *Le Chant des Partisans* (Kessel, Druon) l'illustre parfaitement : « Montez de la mine, descendez des collines, camarades ! / Sortez de la paille les fusils, la mitraille, les grenades. / Ohé, les tueurs à la balle et au couteau, tuez vite ! / Ohé, saboteur, attention à ton fardeau : dynamite... » Enfin les écrivains du XX^e siècle se sont demandé comment mener une guerre populaire d'indépendance. C'est la décolonisation en général et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les guérillas et les Fronts de libération. Le XX^e siècle voulait un peuple en arme, quand le XIX^e siècle voulait le désarmer.

De là une question centrale pour les auteurs du XIX^e siècle qui disparaît des radars littéraires : on a voulu réduire le XIX^e siècle à de grandes préoccupations esthétiques (romantiques contre classiques, parnassiens contre réalistes, symbolistes contre naturalistes) en oubliant que « Comme un vol de gerfauts hors du charnier natal, / Fatigués de porter leur misère hautaine, / De Palos de Moguère, routiers et capitaines / Partaient ivres d'un rêve, héroïque et brutal » (José-Maria de Hérédia, *Les Conquérants*). La violence du peuple est dans tous les esprits, y compris quand cette violence se contente de maltraiter les oiseaux : « Souvent,

Hermann copyright NS 782 - fev 2025
Ne pas diffuser ni reproduire sans autorisation

pour s'amuser, les hommes d'équipage / Prennent des albatros, vastes oiseaux des mers [...] L'un agace son bec avec un brûle-gueule » (Charles Baudelaire, *L'Albatros*).

De 1802, publication du *Génie du Christianisme* par Chateaubriand, à 1901, publication de *Travail* par Zola, une même préoccupation fait naître les personnages et se mouvoir les intrigues romanesques, structure les récits et alimente les dialogues : le peuple peut-il retrouver une cohésion harmonieuse avec ses « maîtres » ? Et évidemment ce mot pose problème, on le trouve chez Victor Hugo, Émile Zola, Jules Michelet, Arthur-Joseph de Gobineau, Eugène Sue, Jules Verne, Honoré de Balzac, Anatole France, François-René de Chateaubriand... À défaut de pouvoir dénommer un espace social qui est *autre* que le peuple (la noblesse, la bourgeoisie, les possédants, les riches, les élites, l'aristocratie : les mots ne manquent cependant pas), les auteurs diront « les maîtres », ce qui n'est pas sans complexifier la réflexion sociale et sociétale. Car le peuple n'est pas au rendez-vous des aspirations des écrivains. Il se manifeste, certes, mais à contre-courant et avec des moyens que les auteurs désapprouvent pour la plupart. Ce peuple est introuvable, pour reprendre l'expression de Pierre Rosenvallon¹.

Comment, donc, sortir de la violence populaire ? Comment réunifier la société ?

On pourrait dire que plusieurs réponses se complètent : par l'éducation et le droit de vote (Michelet), par le retour à une culture religieuse commune (Chateaubriand), par le développement d'une république centralisée européenne (Tocqueville), par le développement de monarchies monoculturelles locales (Gobineau), par la construction d'une culture puisant aux racines médiévales (de Staël), par des robinsonnades prônant la modification des rapports amoureux (Fourier) ou simplement sociaux (Verne), par l'insurrection (Sue), par la sortie du travail salarié (Zola), par le développement d'une industrie coopérative (Proudhon), par la fraternité (Lamennais)...

En tout cas, par l'arrivée d'un homme providentiel (Sarrazin dans *Les Cinq Cents Millions de la Bégum* de Verne, Georges dans le roman éponyme de Dumas, Valjean dans *Les Misérables* de Hugo, Gérolstein dans *Les Mystères de Paris* de Sue, Luc dans *Travail* de Zola...). Si le

1. Pierre Rosenvallon, *Le Peuple introuvable*, Gallimard, Paris, 1998, p. 361-362 et p. 361-372.

xx^e siècle a voulu l'Homme nouveau (voir les travaux d'Hannah Arendt²), le xix^e a espéré la venue du sauveur (ou du Surhomme comme l'a dit Umberto Eco³).

Au terme du siècle, il n'est pas inintéressant de constater que trois écrivains majeurs du xx^e siècle commençant, Anatole France (dans *L'Île des Pingouins*), Gaston Leroux (dans *Le Coup d'État de Chéri-Bibi*) et Marcel Aymé (dans *Pastorale*), signalent que la guerre civile est la sortie normale de la crise politique et morale qui illustre la III^e République. Les trois auteurs assument finalement l'idée qu'un engagement terroriste assumé est la voie par laquelle les classes moyennes et le peuple accompliront leur destin politique.

Car sur tout le siècle, la fin des troubles est annoncée par le changement de régime, mais toujours la violence renaît. Alexis de Tocqueville (1805-1859) le dit simplement dans ses souvenirs : « La monarchie constitutionnelle avait succédé à l'ancien régime ; la république, à la monarchie ; à la république, l'empire ; à l'empire, la restauration ; puis était venue la monarchie de Juillet. Après chacune de ces mutations successives, on avait dit que la Révolution française, ayant achevé ce qu'on appelait présomptueusement son œuvre, était finie : on l'avait dit et on l'avait cru. Hélas ! je l'avais espéré moi-même sous la restauration, et encore après que le gouvernement de la restauration fut tombé ; et voici la révolution française qui recommence, car c'est toujours la même. À mesure que nous allons, son terme s'éloigne et s'obscurcit. Arriverons-nous, comme nous l'assurent d'autres prophètes, peut-être aussi vains que leurs devanciers, à une transformation sociale plus complète et plus profonde que ne l'avaient prévue et voulue nos pères, et que nous ne pouvons la prévoir nous-mêmes ; ou ne devons-nous aboutir simplement qu'à cette anarchie intermittente, chronique et incurable maladie bien connue des vieux peuples ? Quant à moi, je ne puis le dire, j'ignore quand finira ce long voyage ; je suis fatigué de prendre successivement pour le rivage des vapeurs trompeuses, et je me demande souvent si cette terre ferme que nous cherchons depuis si longtemps existe en effet, ou si notre destinée n'est pas plutôt de battre éternellement la mer⁴ ! »

2. Hannah Arendt, *La Crise de la Culture*, Gallimard, Paris, 1989, première traduction française de 1968 pour une édition originale en 1964.

3. Umberto Eco, *De superman au surhomme*, Grasset, Paris, 1989, traduction de Myriem Bouzaher.

4. Alexis de Tocqueville, *Souvenirs*, Calmann Lévy, Paris, 1893, p. 93.

I. UNE MODÉLISATION SANS EXPÉRIENCE

Rappelons, en préambule, que le XIX^e siècle manque cruellement de modèles analysables. Les auteurs veulent des Républiques ou des Monarchies parlementaires, mais les seules qu'ils observent sont les modèles fantasmés d'Athènes ou de Rome et les balbutiements des États-Unis pour la république, de la Grande-Bretagne pour la monarchie – et son surnom de « perfide Albion » dit assez la qualité de ce modèle. Rappelons à titre d'exemple que Hobbes en 1651 (*Léviathan*) posait deux évidences : les hommes ne peuvent réclamer la liberté de mouvement (« il serait tout à fait absurde, de la part des hommes, de crier comme ils le font pour obtenir cette liberté dont ils jouissent si manifestement ») ; et leur liberté réside donc dans « la liberté d'acheter, de vendre, et de conclure d'autres contrats les uns avec les autres ; de choisir leur résidence, leur genre de nourriture, leur métier, d'éduquer leurs enfants comme ils le jugent convenable⁵ ». La Grande-Bretagne jouit de la liberté des corps et de la liberté de la vie privée et économique dès le XVII^e siècle. Au début du XIX^e siècle, ces libertés sont encore en discussion, ou en projet en France. Le modèle britannique semble donc difficilement transposable. Pour la République, l'observation de la Suisse est quasi partout absente, ce qui restait cependant un modèle potentiellement analysable, à condition d'intégrer dans sa pensée le fédéralisme, et non la centralisation. Alexis de Tocqueville et Arthur-Joseph de Gobineau sont parmi les rares auteurs à poser la Suisse comme exemple de prospérité et d'apaisement démocratique, comme Pellegrino Rossi et Benjamin Constant... Mais ils sont minoritaires dans la littérature française, car la « petite Suisse » semble difficilement transposable dans un pays multilingue de trente-cinq millions d'habitants, comme l'est la France des années 1840.

Joseph de Maistre voudrait le retour à une monarchie absolue, dont on sait le fonctionnement, mais ce modèle-là ne paraît plus conforme aux réalités sociales du XIX^e siècle. Tocqueville encore déclare : « Où allons-nous donc ? Nul ne saurait le dire ; car déjà les termes de comparaison nous manquent : les conditions sont plus égales de nos jours parmi les chrétiens, qu'elles ne l'ont jamais été dans aucun temps ni dans aucun pays du monde ; ainsi la grandeur de ce qui est déjà fait empêche

5. Thomas Hobbes, *Léviathan*, version numérique par Philippe Folliot, p. 43.

de prévoir ce qui peut se faire encore⁶. » L'auteur, futur ministre de la Deuxième République, note ainsi que le siècle avançant, les modèles se précisent et l'expérience de l'Empire, de la Monarchie chartiste et de la République laissent des traces qui rendent certains discours caducs sans que de claires perspectives ne se dégagent. Musset décrit dès les années 1830 un passé momifié dont on ne veut plus, mais un horizon nébuleux dont les contours sont inanalysables : « le siècle présent, en un mot, qui sépare le passé de l'avenir, qui n'est ni l'un ni l'autre et qui ressemble à tous deux à la fois, et où l'on ne sait, à chaque pas qu'on fait, si l'on marche sur une semence ou sur un débris⁷ ».

Rappelons aussi que la solution à la réunification sociale n'est pas seulement espérée par la transformation politique ou économique : deux pas semblent nécessaires, l'un des possédants vers le peuple, l'autre du peuple vers les possédants. Eugène Sue (*Les Mystères de Paris*) fait descendre son prince de Gérolstein dans les bas-fonds, et monter la fille des rues Fleur-de-Marie dans les hautes sphères (*sociales* puisqu'elle devient princesse et *spirituelles* puisqu'elle en meurt), Victor Hugo (*Les Misérables*) montre les fluctuations sociales de Jean Valjean (bagnard, entrepreneur, maire, jardinier, rentier...), Alexandre Dumas présente un Monte-Cristo (*Le Comte de Monte-Cristo*) fréquentant la pègre comme la noblesse...

Une erreur serait de réduire les champs de la pensée littéraire à une interrogation esthétique, quand on laisserait la politique à la philosophie ou à la morale. Cette distinction relève davantage de l'enseignement en France que d'une réalité intellectuelle perceptible. Les romanciers sont autant théoriciens politiques et citoyens que les philosophes socialistes, même si leur système n'est parfois pas aussi développé et théorisé. Le but du roman, comme Émile Zola le clarifia dans *Le Roman expérimental*, est de faire une observation et une expérimentation, « Au bout, il y a la connaissance de l'homme, la connaissance scientifique, dans son action individuelle et sociale⁸. »

Comment donc proposer une explication des violences du peuple ? Et à partir de l'expertise, comment proposer des solutions sans avoir de modèles politiques observables en action ?

6. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Pagnerre, Paris, 1848, p. 8.

7. Alfred de Musset, *Confessions d'un enfant du siècle*, F. Bonnaire, Paris, 1836, p. 18.

8. Émile Zola, *Le Roman expérimental*, Charpentier, Paris, 1894, p. 8.

2. UNE INTERROGATION PRÉ-MARXISTE

Signalons en passant que le ^{xxi}e siècle vit dans un imaginaire né de l'après-Marx, ou plus généralement de l'après-socialisme philosophique.

Une affirmation qui peut surprendre, mais il faut rappeler que la pensée du philosophe allemand a profondément marqué la représentation que se fait la société actuelle d'elle-même. Comment se structure une société? Avec une classe dominante et une classe dominée. Quelle est l'origine des tensions sociales? L'inégalité économique. L'interprétation qui fait des problèmes politiques les héritiers de la structuration sociale et de la répartition du capital émerge avec Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon et surtout Karl Marx.

En définissant la société comme une organisation inégalitaire des richesses (une répartition du capital asymétrique), Karl Marx proposait une lecture qui, une fois émise, a fait l'unanimité des auteurs et des critiques. Qu'on y adhère (la lutte des classes est le moteur de l'histoire) ou qu'on la réfute (les individus ne se définissent pas en fonction de leur catégorie sociale), la pensée marxiste a proposé une explication des troubles sociaux généralement admise aujourd'hui. À l'origine des troubles se trouve l'économie.

Pour prendre un exemple très similaire, le ^{xviii}e siècle s'interroge sur les raisons du mouvement des planètes. Après Galilée, Ticho Brahé, Copernic, il n'est plus possible de penser que les étoiles sont des points fixes plantés dans le firmament. On cherche donc des explications. Augustin Calmet dans sa *Dissertation sur les Anges* (1746) propose ce qui semble le plus logique : Dieu l'a voulu, et, pour l'aspect mécanique, Il a créé une catégorie d'Anges dont la fonction est de faire « tourner » les astres. Ce que Calmet appelle les Dominions. Et puis arrive une anecdote, sans doute inventée, sur Newton recevant une pomme sur la tête. Et une théorie qui traverse la Manche : les corps s'attirent entre eux, l'attraction terrestre explique les mouvements. Cette idée-là, qui n'est traduite en français qu'en 1759 par Emilie du Châtelet (les *Principia Mathematica* deviennent *Exposition abrégée du système du monde*), exprime dès lors, par sa simplicité logique, la norme de toutes les réflexions postérieures. Même si l'idée que Dieu l'a voulu ne devient pas caduque.

Il en est de même pour l'analyse de Karl Marx : elle s'impose par sa clarté même et par l'idée qu'elle illustre davantage la réalité que les explications antérieures. Le peuple n'est pas en lutte contre les

Hermann copyright NS 782 - fev 2025
Ne pas diffuser ni reproduire sans autorisation

possédants parce que les premiers sont des Gaulois et les autres des Francs (interprétation d'Eugène Sue, et auparavant de Montesquieu), ni parce que le peuple est déchristianisé (interprétation de Joseph de Maistre), ni parce qu'il est une composition hétéroclite de races (interprétation de Gobineau), ni parce qu'il ne sait pas lire (interprétation de Michelet), ni parce que l'existence du mariage crée la violence (interprétation de Fourier)... mais parce qu'il est pauvre dans un monde dirigé par les riches.

Or l'œuvre de Karl Marx apparaît très tardivement dans les lectures des auteurs français. En cause en particulier le fait que les deux philosophes autochtones, Charles Fourier et Pierre-Joseph Proudhon, suffisaient à l'analyse politique transformatrice, et que leurs pensées économiques étaient très diffusées par les journaux qui développaient leur idéologie. *La Phalange* (pour Fourier) et *Le Peuple* (pour Proudhon) s'opposent aux journaux du catholicisme social (*L'Avenir* de Lamennais) ou de la République (*La Réforme* de Ledru-Rollin), ou encore des économistes libéraux (*Le Journal des économistes* de Guillaumin) ou des saint-simoniens (*Le Producteur* de Rodrigues et Enfantin) ou encore des socialistes (*La Patrie en Danger* de Blanqui). Le déséquilibre entre les pensées philosophiques – les unes dominantes (Fourier et Proudhon) l'autre minoritaire (Marx) – s'illustre par les correspondances entre Marx et Proudhon, qui montrent l'incompréhension entre les deux philosophes : à Marx qui souhaite unir les « socialistes » et diffuser sa pensée, Proudhon répond qu'il conteste ses méthodes de transformation sociale, donc son analyse... Karl Marx écrit : « Le but principal de notre correspondance sera pourtant celui de mettre les socialistes allemands en rapport avec les socialistes français et anglais; [...] De cette manière, les différences d'opinion pourront se faire jour; on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale. C'est là un pas, que le mouvement social aura fait dans son expression littéraire, afin de se débarrasser des limites de la nationalité. Et au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui⁹ ». Mais Pierre-Joseph Proudhon répond « Mon cher monsieur Marx, je consens volontiers à devenir l'un des aboutissants de votre correspondance, dont le but et l'organisation me semblent devoir être très utiles. [...] Cherchons

9. Karl Marx, *Correspondance*, A. Lacroix et Cie, Paris, 1875, tome II, p. 197, 5 mai 1846.

ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir; mais, pour Dieu! après avoir démoli tous les dogmatismes *a priori*, ne songeons point à notre tour, à endoctriner le peuple; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Martin Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante. [...] À cette condition, j'entrerais avec plaisir dans votre association, sinon, non. J'ai aussi à vous faire quelque observation sur ce mot de votre lettre : *Au moment de l'action*. Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution, et qui n'est tout bonnement qu'une secousse¹⁰. ».

Dans *Travail* (1901), le personnage central, Luc, découvre tous les philosophes sociaux : « Fourier, Saint-Simon, Auguste Comte, Proudhon, Cabet, Pierre Leroux, d'autres encore, la collection complète, jusqu'aux plus obscurs disciples¹¹ ». Aucun mot sur Karl Marx.

La pensée marxiste, qui s'est imposée à la fin du XIX^e siècle et qui poursuit sa route philosophique au XXI^e siècle, donne une grille de lecture des conflits sociaux et propose des solutions pour résoudre les crises liées à la répartition du capital. Mais le XIX^e siècle français, qui possède d'autres grilles de lecture (qui sont l'objet de cet ouvrage) ouvre des perspectives très larges, qui ne s'appuient pas spécifiquement sur une lecture économique.

C'est la pensée socialiste (et plus singulièrement marxiste) qui crée l'analyse actuelle des troubles sociaux... Avant sa diffusion, la nature des révolutions est renvoyée à des écarts culturels, raciaux, religieux... Donc à des solutions non exclusivement économiques.

3. DE LA FONCTION À LA POSSESSION ET AU RÉGIME

Car avec Joseph de Maistre ou l'Abbé Barruel, la réflexion qui s'engage à la fin du XVIII^e siècle (*Considérations sur la France*, 1796, pour le premier et *Mémoires pour servir à l'histoire du Jacobinisme*,

10. Pierre-Joseph Proudhon, *Correspondance*, A. Lacroix et Cie, Paris, 1875, tome II, p. 198-202, 17 mai 1846.

11. Émile Zola, *Travail*, Charpentier, Paris, 1901, p. 209.

1797, pour le second) porte sur un retour assez fantasmé à un ordre antérieur. Manipulé, déchristianisé, le peuple est une entité homogène qui redeviendra la *France éternelle* si elle échappe à ses manipulateurs protestants, juifs et francs-maçons et si elle retrouve le chemin de la religion. La noblesse se réimposerait, le monarque se ferait absolu et de droit divin, le peuple se confondrait à nouveau avec le Tiers-État. Joseph de Maistre reste encore dans les années 1820, avec ses *Lectures littéraires*, dans cette idée, alors que la monarchie est de retour au pouvoir sans apaisement notable de la société.

Cependant, sous cette Restauration hésitant entre l'absolutisme et le parlementarisme, les réflexions sur le peuple de Félicité de Lamennais (et plus tard de Jules Michelet) montrent clairement l'impossible retour à une société d'Ordres. Car pour lui, la société est un kaléidoscope de fonctions. La fracture sociale ne naît pas du capital, mais de la relation entre l'utilité sociale et la rétribution. Le peuple occupe une infinité de fonctions qui pour la plupart sert à la société (pêcheurs, agriculteurs, mineurs, soldats...), mais dont une partie infime, enrichie, rentière, ne sert qu'à l'oppression de la majorité. Le peuple n'est pas la noblesse, mais il n'est pas non plus homogène. Avec Lamennais, l'émergence de la bourgeoisie et sa collusion d'intérêts avec l'aristocratie, ce que Balzac illustrera dans *Le Père Goriot*, sont amenées comme un fait. Le peuple ne peut plus se restreindre au Tiers-État, puisque noblesse et bourgeoisie sont assimilables. La porte est ouverte aux lois législatives qui sur tout le XIX^e siècle feront reposer le droit de vote sur l'impôt : ne voteront que les possédants, nobles et bourgeois. Et ils s'opposeront au peuple. François Guizot, créateur des écoles communales de garçons et des écoles normales, dernier président du Conseil de la Monarchie en 1848, annonce dans un discours à la Chambre un projet civilisationnel clair, avec une formule qui restera : enrichissez-vous ! « Il y a eu un temps, temps glorieux parmi nous, où la conquête des droits sociaux et politiques a été la grande affaire de la nation ; la conquête des droits sociaux et politiques sur le pouvoir et sur les classes qui les possédaient seules. Cette affaire-là est faite, la conquête est accomplie ; passons à d'autres. Vous voulez avancer à votre tour ; vous voulez faire des choses que n'aient pas faites vos pères. Vous avez raison ; ne poursuivez donc plus, pour le moment, la conquête des droits politiques ; vous la tenez d'eux, c'est leur héritage. À présent, usez de ces droits ; fondez votre gouvernement, affermissiez vos institutions, éclairez-vous, enrichissez-vous, améliorez la condition morale et matérielle de notre

Hermann copyright NS 782 - fev 2025
Ne pas diffuser ni reproduire sans autorisation

France : voilà les vraies innovations ; voilà ce qui donnera satisfaction à cette ardeur de mouvement, à ce besoin de progrès qui caractérise cette nation¹². » Les avancées politiques du peuple sont terminées. Le Régime monarchique et les Institutions ne changeront plus. Il faut maintenant au peuple sortir de sa condition sociale pour s'intégrer aux possédants. La notion de *peuple* est renvoyée à un sens nouveau : il ne s'oppose plus (comme Tiers-État) à la noblesse, mais aux possédants. Et il faut faire progresser les non-possédants en direction de la propriété pour créer une France stable, dans laquelle le pauvre (synonyme désormais de peuple), toujours exclu des droits politiques, serait minoritaire socialement : « Oui, aujourd'hui comme en 1817, comme en 1820, comme en 1830, je veux, je cherche, je sers de tous mes efforts la prépondérance politique des classes moyennes en France. L'organisation définitive et régulière de cette grande victoire que les classes moyennes ont remportée sur le privilège et sur le pouvoir absolu de 1789 à 1830, voilà le but vers lequel j'ai constamment marché¹³. »

Une dialectique politique nouvelle se développe : entre les citoyens travaillant à leur enrichissement (et dont le destin est de sortir du peuple) et les pauvres. C'est la capacité à développer une activité utile (Lamennais) ou monnayable (Guizot) désormais qui fait les délimitations sociales. Dans son *Avertissement au pays*, daté du 25 décembre 1840, Edgar Quinet mettait en garde la bourgeoisie au pouvoir sur ce nouveau découpage de la société entre une frange enrichie et une majorité laissée pour compte : « [...] La bourgeoisie avait une mission [...], c'était de devenir [...] la tête du peuple ; c'était là une mission sacrée pour laquelle elle avait reçu l'intelligence, la science, l'expérience des temps passés. [...] L'occasion était grande ; il s'agissait de préparer, d'inaugurer l'avènement de la démocratie [...]. Loin de là, à peine parvenue à posséder l'autorité [...] la bourgeoisie se répète [...] : l'État, c'est moi ; elle fait pis qu'oublier le peuple, elle s'en sépare. [...] Dans ce partage violent, quelle a été l'occupation constante du gouvernement ? Il s'est placé entre les deux parties, comme un corps étranger, pour empêcher qu'elles ne puissent se réunir. [...] Le déchirement est inévitable [...] La bourgeoisie a reproché à l'ancienne royauté d'avoir

12. François Guizot, Chambre des députés, séance du 1er mars 1843, réponse à Dufaure.

13. « Journal des débats politiques », sur Gallica.bnf.fr, 4 mai 1837 (consulté le 31 mai 2023).

opposé une résistance implacable à l'esprit de son temps, et d'avoir par là amassé une révolution également implacable. Qu'elle se garde de tomber dans la même faute¹⁴ ».

Pour Quinet, l'argent fait la bourgeoisie, mais la bourgeoisie ne doit pas se désolidariser politiquement du peuple. À l'inverse, François Guizot, le 5 mai 1837 devant la Chambre, affirme que « ce qui a souvent perdu la démocratie, c'est qu'elle n'a su admettre aucune organisation hiérarchique de la société, c'est que la liberté ne lui a pas suffi ; elle a voulu le nivellement ». Voilà pourquoi, ajoute-t-il, « je suis de ceux qui combattront le nivellement sous quelque forme qu'il se présente », car « tout le monde n'est pas capable de s'élever¹⁵ ». Il y aura toujours une fraction de la population qui ne s'insérera pas dans le jeu social. La bourgeoisie ne doit pas avoir peur d'opprimer le peuple, ni la société craindre le fractionnement des droits.

Mais, rappelons-le, l'inégalité de richesse n'est pas vue comme la cause des problèmes, mais comme la conséquence de la fracture qui sépare peuple et possédants. Les auteurs se posent la question des raisons profondes qui poussent les uns à la révolte et les autres à l'enrichissement. Et l'explication la plus plausible, pour les uns, dans ce siècle déterministe et positiviste (et aussi colonialiste) relève de l'histoire et de la science : l'homme se caractérise par sa race, sa culture et sa religion. Les Gaulois et les Francs servent à expliquer les pauvres et les riches (Eugène Sue), les mélanges raciaux expliquent les violences démocratiques (Arthur de Gobineau), les générations assemblées de miséreux condamnent la race des travailleurs (Émile Zola)... D'autres auteurs incriminent l'abandon d'une culture commune aux élites et au peuple : Chateaubriand appelle à retrouver le sens du christianisme révolutionnaire, quand Staël veut l'élaboration d'une culture nouvelle construite sur des bases médiévales... D'autres encore feront de la structure sociale la cause des violences populaires : Fourier, Zola encore et Verne proposent de quitter le monde et de le reconstruire ailleurs. Et d'autres trouvent dans les institutions le cœur du problème populaire. Se méfiant des démocraties, Tocqueville voulait une république européenne et centralisée, Gobineau des monarchies régionales... et presque tous attendent l'homme providentiel qui enclenchera le changement.

14. Edgar Quinet, *Ceuvres complètes*, Volume 10, Pagnerre, Paris, 1858, p. 34-42.

15. « Journal des débats politiques et littéraires » sur gallica.bnf.fr, 6 mai 1837 (consulté le 3 juin 2017).

4. PROBLÈMES DES DEUX VIOLENCES

Notons au passage que le problème posé par la violence du peuple n'est pas lié à la situation même de violence, mais à son origine.

Car la violence est une donnée sociale intrinsèque à l'homme pour la plupart des écrivains français. Mais c'est une violence justifiée par une instance supérieure ou par une philosophie admise.

Sous l'Ancien Régime, le pouvoir royal exerce une violence légitimée par son statut divin : les répressions sont nombreuses et sans véritable contestation. Ronsard appelle à l'exécution publique des protestants (*Réponses aux injures*) et plus tard Madame de Sévigné écrit à sa fille que la soldatesque qui réprime les jacqueries bretonnes a « mis un petit enfant à la broche » (lettre à sa fille, du 5 janvier 1676). En 1820, Joseph de Maistre considère encore que la peine de mort est le fondement de la stabilité monarchique : « Et cependant, toute grandeur, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur : il est l'horreur et le lien de l'association humaine. Ôtez du monde cet agent incompréhensible ; dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment, et la société disparaît. » (*Les Soirées de Saint-Petersbourg*).

La violence intra-nobiliaire est aussi inscrite dans les mœurs : la révolte de l'aristocratie contre l'autorité absolutiste est largement développée par Lafontaine (*Le Chien et le Loup*; *Les Grenouilles qui voulaient un roi*) et s'inscrit dans un jeu interne à la société : le Cardinal de Retz est emprisonné et exilé au terme de la Fronde... quand les autres animateurs de cette opposition nobiliaire regagnent la cour...

Les violences, très ponctuelles, contre l'ordre royal trouvent aussi une explication globale qui ne nécessite pas l'appel à la notion de peuple. L'assassinat de Henri III par le moine Clément, d'Henri IV par Ravaillac, l'attentat contre Louis XV par Damiens, s'expliquent en mobilisant la religion, la contestation de la moralité royale, la conspiration domestique, ensemble de phénomènes sociaux, mais isolés, ou de phénomènes internes à la cour. La solution relève de châtiments exemplaires, tels les supplices de Ravaillac et Damiens...

Les révoltes paysannes (les jacqueries) ou les mouvements de rébellion contre les Fermiers généraux sont aussi nombreux. On garde en souvenir la répression de la révolte du Vivarais, menée par D'Artagnan et les Mousquetaires (avril-juillet 1670) qui se traduit par quarante exécutions, cent condamnations aux galères et près de quatre cents morts... Mais il s'agit de phénomènes régionaux à « responsabilités

limitées » : les aristocrates locaux, les mauvaises récoltes, la brutalité d'un collecteur d'impôt servent à en expliquer les causes, et les solutions sont elles aussi locales. « Essentiellement dirigées contre certains rouages (fiscaux surtout) de la machine d'État, mais non point le Rouage suprême incarné par le monarque, les révoltes de la période 1624-1675 pouvaient aussi par foucades, remettre en cause certains aspects de la seigneurie ou de la dîme¹⁶ », dit Leroy Ladurie. Lafontaine encore, dans *Les Membres et l'estomac*, affirme que les membres (le peuple) ont « le juste devoir » de rester dans l'obéissance de l'estomac (le Roi) car ils sont parties d'un même tout.

Les violences du pouvoir contre le peuple et du peuple contre les représentants locaux du pouvoir s'inscrivent dans une pensée politique et sociale cohérente. Dans ses *Mémoires*, Louis XIV affirme que, quels que soient les défauts d'un roi, la révolte de ses sujets est infiniment criminelle, ce qui montre bien que la violence du roi est légitime, quand la violence du Tiers-État reste toujours possible, mais contraire à l'ordre social.

Et c'est la différence avec les violences issues de la Révolution française. Arthur Young, botaniste et voyageur, lorsqu'il décrit l'été 1789, est profondément choqué par les milices urbaines qui accompagnent les aristocrates pour éviter qu'ils ne soient attaqués; il est sidéré par l'incendie des châteaux; il est abasourdi par la dévastation des archives qui visent à brûler les droits et titres nobiliaires... « J'étais arrivé depuis une heure à peine, quand je vis passer devant l'hôtel un paysan à cheval suivi d'un officier de *la garde bourgeoise*; son détachement, aux cocardes tricolores, en précédait un autre de fantassins et de cavaliers pris dans l'armée. Je demandai pourquoi la milice (qui compte ici 1 200 hommes, dont 200 toujours sous les armes) prenait ainsi le *pas* sur les troupes royales. "Par cette excellente raison, me fut-il répondu : les troupes seraient attaquées et massacrées par la populace, tandis qu'elle ne résistera pas à la garde bourgeoise."

Ce paysan, riche propriétaire dans un village où il se commet beaucoup de pillages et d'incendies, était venu chercher une sauvegarde. Les dégâts faits du côté des montagnes et de Vesoul sont aussi nombreux que repoussants. Bien des châteaux ont été brûlés, d'autres livrés au pillage, les seigneurs traqués comme des bêtes fauves, leurs femmes et

16. Emmanuel Leroy Ladurie, « Révoltes et contestations rurales en France de 1675 à 1788 », in *Annales*, Paris, 1974, p. 6.

leurs filles enlevées, leurs papiers et leurs titres mis au feu, tous leurs biens ravagés ; et ces abominations n'ont pas atteint seulement des personnes marquantes, que leur conduite ou leurs principes avaient rendues odieuses, mais une rage aveugle les a étendues sur tous pour satisfaire la soif du pillage. Des voleurs, des galériens, des mauvais sujets de toute espèce, ont poussé les paysans aux dernières violences¹⁷ ».

Là s'expriment des violences générales qui déstructurent l'organisation de l'État lui-même.

Notons que Rousseau considérait que l'origine des violences (et de la guerre en général) venait de la propriété et spécifiquement de la possession de la terre : « Tant que les hommes se contentèrent de leurs cabanes rustiques, tant qu'ils se bornèrent à coudre leurs habits de peaux avec des épines ou des arêtes, à se parer de plumes et de coquillages, à se peindre le corps de diverses couleurs, à perfectionner ou embellir leurs arcs et leurs flèches, à tailler avec des pierres tranchantes quelques canots de pêcheurs ou quelques grossiers instruments de musique, en un mot tant qu'ils ne s'appliquèrent qu'à des ouvrages qu'un seul pouvait faire, et qu'à des arts qui n'avaient pas besoin du concours de plusieurs mains, ils vécurent libres, sains, bons et heureux autant qu'ils pouvaient l'être par leur nature, et continuèrent à jouir entre eux des douceurs d'un commerce indépendant : mais dès l'instant qu'un homme eut besoin du secours d'un autre ; dès qu'on s'aperçut qu'il était utile à un seul d'avoir des provisions pour deux, l'égalité disparut, la propriété s'introduisit, le travail devint nécessaire et les vastes forêts se changèrent en des campagnes riantes qu'il fallut arroser de la sueur des hommes, et dans lesquelles on vit bientôt l'esclavage et la misère germer et croître avec les moissons. La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution¹⁸. »

Cette idée que la guerre est finalement une invention liée à la sédentarisation est validée depuis le début du XXI^e siècle par l'anthropologie¹⁹...

17. Arthur Young, *Voyages en France pendant les années 1787-88-89 et 90*, traduction de François Soulès, Buisson, Paris, 1794, *passim*.

18. Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* [1755], Seconde partie, GF Flammarion, Paris, 2008, p. 118-119.

19. Voir Leslie E. Sponsel, « L'anthropologie de la paix et de la non-violence », traduit de l'anglais par Brigitte Rollet, *Diogène* 2013/3-4 (n° 243-244), pages 41 à 64 et Jean-Claude Favin Lévêque « L'idée de guerre à la Préhistoire dans l'anthropologie française (1859-1996) : étude historique et mise en perspective (France, monde

Et la violence du peuple contre l'ordre politique devient un horizon possible après la Révolution de 1789. Trois attentats contre le roi, disions-nous plus haut, Damiens contre Louis XV, Ravaillac contre Henri IV, Clément contre Henri III... Contre Louis-Philippe, les attaques se multiplient : complot (républicain) de Galois qui aboutit à une attaque au couteau, complot (républicain) de Considère pour mettre le feu aux Tours de Notre-Dame, attentat (légitimiste) du comte Raoul de La Sayette pendant le bal donné rue des Prouvaires, attentat (républicain) de Bergeron au fusil sur le Pont royal, attentat (napoléonien) de Fieschi à la bombe, attentat (anarchiste) d'Alibaud au pistolet (contre un roi qui désormais sort de son palais dans la voiture blindée qu'avait commandée Napoléon), attentat (républicain) de Meunier au pistolet, complots (républicains) de Champion et d'Hubert à la bombe, attentat (anarchiste) de Darmès au pistolet, attentats (républicains) de Lecomte puis d'Henry au pistolet... La personne du roi n'est plus sacrée, la violence contre le souverain est une possibilité toujours ouverte.

Penser la violence au début du XIX^e siècle est donc une activité complexe, car les cadres existants ne permettent pas de comprendre les mécanismes nouveaux liés à la fois à la disparition de l'absolutisme et à l'abolition des privilèges. François Guizot, président du Conseil, dit sous Louis-Philippe que la conquête des droits est terminée en France, mais pourquoi alors y a-t-il encore des révolutions ?

5. BONS ET MAUVAIS ÉCRIVAINS

Dans cette lecture des rapports entre les écrivains et la violence populaire, il faut aussi se débarrasser d'un certain *a-posteriori*. Des auteurs qui sont *proches* idéologiquement du XX^e siècle ont bonne presse, quand d'autres sont radicalement déclassés. On aime à penser un Victor Hugo humaniste – et donc défenseur des opprimés – quand on se gausse des frères Goncourt, illustration de la bourgeoisie aristocratique.

Cette étude veut cependant montrer les auteurs dans leur siècle, dans leur culture, dans leur état de la civilisation française. Victor Hugo fut opposé au rôle de régulateur économique de l'État pendant

anglo-saxon) », *Archéologie et Préhistoire*, Muséum national d'histoire naturelle, MNHN, Paris, 2021.

la Révolution de 1848 (et ses mots sur les chômeurs et les Ateliers nationaux feront sans doute impression sur le lecteur d'aujourd'hui). Quand les frères Goncourt furent choqués par la répression de la Commune.

Dans leur majorité, les écrivains veulent la République, et ils sont donc prêts à accepter la violence pour peu qu'elle les y conduise, mais ils réproouvent toute révolte contre la république elle-même. Le peuple qu'il faut élever vers plus de justice et de dignité reste une créature inculte et crasseuse, comme le montrent les deux renversements idéologiques que vécurent les écrivains du XIX^e siècle, les deux révolutions impensables, la Révolution contre la Deuxième République lors de la fermeture des Ateliers nationaux (juin 1848) et la Révolution contre la Troisième République lors de la Commune (1871). Un peuple admirable (qui se bat contre la monarchie et contre l'empire) se révèle sans fard un amas de crapules et de blouses noires.

Reste des moteurs dont on suppose qu'ils agissent sur les causes de la violence du peuple : la race, la misère liée à la surpopulation, la religion, la culture, l'éducation, le suffrage universel...

Encore faut-il savoir lequel de ces mécanismes est le moins défavorable : Hugo était contre l'éducation nationale, Zola contre la régulation des naissances, Flaubert contre le suffrage universel et l'instruction publique... Eugène Sue prônait la lutte armée des pauvres contre les riches.